



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUT! est à nous

**Dossier**

**Non à l'intervention  
militaire au Mali**

**Pages 6 et 7**

n°186 – 14 mars 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org



**L'EUROPE DU  
CHÔMAGE ET  
DE L'AUSTÉRITÉ,  
C'EST EUX**

**LA SOLUTION, C'EST NOUS !**

*Dans les 27 pays de l'Union européenne, dont évidemment la France, le chômage augmente. D'après les statistiques publiées par la commission européenne elle-même, il y avait fin janvier 26,2 millions de personnes sans emploi, soit 10,8% de la population active.*

**E**n Grèce, ce chiffre atteint 27%, 26,2% en Espagne et 17,6% au Portugal. Les jeunes sont les premières victimes. 5,7 millions de moins de 25 ans sont sans travail, soit plus de 23%. Mais ils sont près de 60% en Grèce, plus de 55% en Espagne, plus de 38% en Italie et au Portugal. Cette situation dramatique n'est en rien la conséquence d'une crise face à laquelle

nous ne pourrions rien, sinon nous résigner. Elle est le produit direct de la politique des États entièrement soumis à la stratégie financière des sociétés transnationales.

**La saignée comme politique**

Cette régression sociale est bien le fruit des politiques d'austérité qui se sont appliquées

SUITE PAGE 2

REUTERS/ANDREA COMAS




**15 mars, meeting avec Olivier Besancenot, Villeurbane.**

RV à 19h au Palais du travail, 9 place Lazare Goujon, 69100 Villeurbanne.

**15 mars, vague blanche pour la Syrie, happening international.**

À Paris, rendez-vous de 19h à 19h30, place du Panthéon. Voir <http://www.vagueblanchepourlasyrie.org/category/actualites/>

**16 mars, manifestation « Syrie: deux ans sous les bombes de Assad, ça suffit! », Paris.**

Départ à 14h30 de République à Opéra.

**16 mars, Fête du NPA 75.**

RV samedi 16 mars de 14h à 22h, Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin 75011 Paris.

**16 mars, manifestation contre les expulsions de logement, Paris.**

Arrêt des expulsions! Baisse des loyers et de l'énergie! Un logement stable et décent pour tous! RV à 15h, place de la République.

**23 mars, journée nationale d'action pour la santé, à Vire (Calvados).**

Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité contre la fermeture de la maternité et pour exiger l'arrêt de toutes les restructurations. Départ d'un bus depuis Paris: inscription: [cn.sec@orange.fr](mailto:cn.sec@orange.fr)

**SUITE DE LA PAGE 1**

et continuent à s'appliquer partout en Europe. Ces dernières devraient permettre de lutter pour l'emploi. «*La compétitivité, c'est l'emploi*» prétend toujours de façon péremptoire Ayrault! C'est un mensonge: cette politique secrète le chômage, la précarité et une dégradation des conditions d'existence. Loin d'être une réponse à la crise, elle l'entretient et l'aggrave comme elle entretient et aggrave la dette qu'elle est prétendument censée diminuer.

La Banque centrale européenne (BCE) vient d'annoncer des prévisions à la baisse pour le produit intérieur brut (PIB) en 2013 et 2014 et une croissance en berne. Par contre, les profits continuent de bien se porter au prix d'un terrible recul social. Loin d'annoncer la moindre mesure visant à inverser les choses, la BCE prône le laisser-faire pour les patrons et les financiers. Ce laisser-faire, c'est aussi la hausse des prix qui vient amputer les salaires pour transférer toujours plus de richesses entre les mains des capitalistes de l'industrie et du commerce. «*Enrichissez-vous*», leur dit la BCE...

**L'austérité sans fin**

Patrons, dirigeants des banques ou ministres ont tous conscience des conséquences de leur politique pour la population. Qu'importe, leur seule boussole reste la rentabilité financière. Ils conduisent la société droit dans le mur sans s'en inquiéter, en continuant à laisser croire à «*une reprise progressive*», selon les propos du président de la BCE, Mario Draghi. Tout va très bien Madame la marquise!

«*N'inquiétez pas les Français!*», lance Hollande à ses ministres, alors que le gouvernement vient de décider 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires qui s'ajoutent à celles déjà prévues pour le budget 2014, qu'il relance aussi l'offensive contre les retraites, avec pour objectif une nouvelle augmentation de la durée de cotisation, sans



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JIMB

oublier une hausse des impôts sur le revenu pour financer en particulier les 20 milliards d'euros donnés aux patrons.

**Eux ou nous!**

L'appétit de la finance ne connaît d'autres limites que les résistances, les mobilisations des travailleurs et des peuples. Ces dernières semaines ont vu ce mouvement se développer par la grève et les manifestations dans l'État espagnol, au Portugal, en Grèce, aussi dans les récentes élections en Italie qui ont été marquée par un désaveu profond des partis institutionnels. Les journées de grève générale, véritables lames de fond populaire, se sont multipliées dans l'ensemble de ces pays, car partout, les discours hypocrites des gouvernements sont déconsidérés par la brutalité de leur politique et les ravages de l'austérité. Et ici aussi, le mécontentement croît et cherche les

moyens de s'exprimer avec plus de force.

Oui, il y a urgence à mettre un coup d'arrêt à cette folie. Il y a urgence à construire une opposition de gauche à ce gouvernement pour imposer une autre politique qui refuse de payer les intérêts de la dette et mette en œuvre un audit public de celle-ci pour imposer son annulation; une politique qui empêche les responsables de la crise de nuire en les expropriant, pour créer un service public bancaire qui serve la marche de l'économie et des services publics, plutôt que les spéculations.

Une telle politique au service de la collectivité ne pourra venir de ce gouvernement, qui montre tous les jours qu'il ne défend en rien nos intérêts, mais bien de nos mobilisations, d'un gouvernement au service de la collectivité sous le contrôle de la population.

**Yvan Lemaitre**

**regards**

Propos recueillis par Robert Pelletier

# Continental: « Nous restons fiers de notre combat. On ne regrette rien »

**Entretien.** Le 11 mars 2009, les salariéEs de Continental à Clairoux (Oise) recevaient leur lettre de licenciement, le début d'une lutte pour laquelle le qualificatif d'exemplaire n'est pas galvaudé. Un film documentaire «*La saga des Conti*» sort en salle le 20 mars\* et la mobilisation n'est toujours pas finie. Xavier Mathieu, l'une des figures de la lutte, nous en dit plus.

\* Liste des projections en avant-première sur [www.lasagadesconti.com](http://www.lasagadesconti.com)

**Le 26 février, 680 ex-salariéEs de Continental se présentaient devant le tribunal des prud'hommes de Compiègne. Pourquoi?**

Il s'agissait pour nous de contester le motif de nos licenciements par Continental et d'exiger des dommages et intérêts pour absence de motif économique. Nous sommes confortés dans notre démarche par la décision du Tribunal administratif d'Amiens d'annulation des licenciements de 22 représentants du personnel pour ce même motif. Le plus intéressant, c'est que le tribunal s'est appuyé sur les propres chiffres de la direction pour refuser ce motif. Si une loi interdisait effectivement la fermeture d'un site sans justification économique existait, le site de Clairoux n'aurait jamais fermé.

**Chez PSA ou Goodyear, on entend parler de «PSE exemplaires» qui ne laisseraient personne sur le carreau. Qu'en est-il pour les Conti?**

Pour la direction, sur les 1 113 salariéEs du site, 91% ont une «*solution identifiée*» et 588 seraient en contrat à durée indéterminée (CDI) ou déterminée (CDD) de plus de six mois ou en création d'entreprise, 108 en formation diplômante ou qualifiante, 115 dans une autre situation (retraite, projet personnel, invalidité...) et seulEs 100 personnes encore «*en recherche*» et accompagnées par le cabinet de reclassement. Pour nous c'est du bidon: 510 à 540 sont à Pôle emploi, environ 200 sont en CDI, une petite

centaine ont créé une entreprise dont 70% ont mis la clé sous la porte. Les autres sont en galère: intérim, CDD ou petite retraite... La majorité de ceux qui sont en CDI sont les cadres ou les salariéEs qualifiéEs. Les autres n'ont rien ou ont trouvé un emploi avec une grosse perte de salaire.

**Avec le recul, quel bilan tires-tu de votre combat?**

Comme les gars de Goodyear, nous avons mené de front le juridique et la mobilisation. Avec un dossier identique (non-consultation de l'ensemble des instances représentatives du personnel), nous avons perdu devant le tribunal de Sarreguemines. À partir de ce moment, face au risque de tout perdre, nous n'avons pas fait appel. Les décisions de justice, ce n'est pas fiable. Les Goodyear ont raison de continuer tant que la justice leur donne raison et leur permet de gagner du temps. Malheureusement, il manque un gouvernement, un État qui appuient les revendications des salariéEs, imposent des solutions au patronat. Le système capitaliste a modifié les mentalités sur le long terme. L'individualisme, le sentiment d'avoir des choses à perdre ou à mettre en péril (crédits). Comme le disait Marx, c'est la société qui fait les hommes, les mentalités, pas le contraire. Si 80% se déclarent mécontents du système, il manque la volonté de le faire. Il faudrait un mouvement comme le système, international.

**On discute beaucoup des solutions, interdiction des licenciements, SCOP... Qu'en penses-tu?**

En ce qui concerne les SCOP, j'en vois bien la possibilité chez Fralib, mais pour des pneus, ça me paraît plus compliqué, surtout si une marque comme Goodyear refuse de céder son nom. Pour les lois, c'est compliqué. Licenciements boursiers, économiques, on sait bien que les employeurs trouveront toujours des moyens de détourner les lois. Il faudrait que les salariéEs puissent contester les motifs économiques largement en amont des décisions de fermeture ou de licenciements. Le Tribunal administratif aurait interdit les fermetures de sites comme New Fabris, Molex ou autres. Pour nous, le tribunal d'Amiens avait listé trois possibilités: le chômage technique, la répartition des pertes entre toutes les entreprises et la fermeture du site. Bien que le groupe n'ait quasiment jamais cessé de faire des bénéfices, c'est la 3<sup>e</sup> solution qui a été choisie, sans justification économique. Depuis, Continental a fait 6 milliards d'euros de bénéfices et, en juin 2012, ils ont dû renoncer à la vente de 5 millions de pneus car dans l'incapacité de les produire...

**Que devient le groupe des Conti?**

On se réunit de temps en temps, comme lors de notre passage aux Prud'hommes où nous étions aux alentours de 400. Sinon, nous tenons des assemblées générales de 200 personnes pour les

rendez-vous en préfecture. C'est plutôt bien pour une boîte fermée, quand on voit les difficultés pour réunir des salariéEs dans des entreprises où il y a des menaces de licenciements ou de fermetures. Nous restons plutôt fiers de notre combat. À des moments, on aurait pu prendre une autre direction. Mais personne ne peut dire que d'autres choix auraient donné de meilleurs résultats. On ne regrette rien.

**Et toi, là-dedans?**

Pour moi, l'industrie, le travail manuel, c'est mort: zéro proposition. Les seules propositions concernent un métier des plus précaires: le cinéma. Aujourd'hui, ça ne me permet pas de vivre. Si je peux gagner 1500 euros jusqu'à la retraite... pourquoi pas. Mais en même temps, c'est un milieu où tu n'es pas maître de ton destin. Suspendu au téléphone, dépendant des amiEs, des relations... Évidemment je me pose des questions sur ce que j'ai perdu dans ces années de luttes. La maîtrise de ma vie par exemple. Avec l'envie de retourner à la pêche, aux champignons. Penser, agir avec les autres, collectivement, mais aussi penser à soi.

**Des regrets?**

Pas de regret pour tout ce que j'ai fait, ce que l'on a fait. Lutter, c'est magnifique, ça laisse des traces, beaucoup de souvenirs. Les mauvais s'effacent, il ne reste que les bons.



Par **Alain Pojolat**

**NOUS SOMMES TOUTES  
ET TOUS DES GOODYEAR!**

**P**lus arrogant que jamais, Manuel Valls, premier flic de France, indiquait dimanche que «la justice allait être saisie» à la suite des heurts qui se sont produits la semaine passée devant le siège social de Goodyear à l'occasion de la réunion du Comité central d'entreprise dont l'ordre du jour portait sur la suppression de 1 173 postes. Depuis, quatre policiers ont même déposé plainte contre les manifestants. Comment les salariéEs en lutte pour le maintien de leur emploi ne pourraient-ils pas tous se sentir visés par de tels propos qui, au-delà du personnel de Goodyear, concernent l'ensemble des salariéEs des entreprises touchées par des plans sociaux? Ces paroles ne peuvent être comprises par toutes celles et tous ceux qui font les frais de la politique ultralibérale du gouvernement que comme une déclaration de guerre à qui aurait l'impudence de s'opposer aux diktats du Medef. Finies les promesses et les gesticulations du marchand de sable, l'agitateur de carottes Arnaud Montebourg – curieusement muet depuis deux semaines – c'est la politique du bâton qui s'imposera face aux mobilisations. Car la répression est bien là, et s'installe un peu plus chaque jour comme principale politique de gestion de la crise. Chasse aux sans-papiers, expulsions de Roms, pression policière à chaque rassemblement ou manifestation, condamnations exorbitantes pour de simples collages ou tags... Ce gouvernement entend imposer l'ordre des patrons et des actionnaires. L'heure n'est plus à tergiverser ni à attendre des lendemains électoraux qui chantent, elle est au rassemblement de notre camp social, à la convergence des luttes et à l'organisation de la riposte. Celle-ci passe par une solidarité sans faille contre la répression, qu'elle touche les Goodyear, les PSA, les sans-papiers, les antifascistes ou les occupants de Notre-Dame-des-Landes... Elle nécessite un positionnement clair de toutes les organisations, et un investissement qui dépasse les simples déclarations d'intention. Il n'y a que deux côtés à une barricade, les anticapitalistes ont depuis longtemps choisi le leur.

**BUDGET**

# Austérité maximale pour 2014

Le gouvernement a rendu publique sa lettre de cadrage du budget 2014: 5 milliards de coupes qui s'ajoutent aux dix milliards d'économies annuelles sur les dépenses publiques que le gouvernement a déjà annoncées pour l'ensemble du quinquennat.

**C**omme il n'est pas (encore) question de tailler dans les effectifs globaux de fonctionnaires (même si deux départs à la retraite sur trois ne sont pas remplacés dans les administrations non prioritaires), les ministres sont invités à mettre en place des «réformes structurelles» pour réduire drastiquement les dépenses de fonctionnement, qui devaient déjà baisser de 4% en 2014, et les investissements. Alors qu'il ne parviendra pas à réduire le déficit public à 3% du PIB cette année, le gouvernement doit taper d'autant plus fort pour atteindre son objectif maintenu de le réduire à zéro en 2017.

**Hausses d'impôts et attaque de la protection sociale**

De nouvelles hausses d'impôts touchant principalement les travailleurs sont également évoquées, comme une augmentation des taxes sur le diesel ou la fiscalisation des allocations familiales. Des députés socialistes se sont également prononcés pour une hausse de la TVA à 20,5% au lieu des 20% prévues par le «pacte de compétitivité» (actuellement 19,6%).

Les coupes s'annoncent d'autant plus drastiques que le gouvernement s'est engagé à gaver les patrons: crédits d'impôt, exonération de cotisations sociales pour les «contrats de génération», multiplication des partenariats public-privé (avec une volte-face de Taubira qui critiquait les PPP... avant de décider de construire trois nouvelles prisons avec ce mode de financement).

Les retraites sont également dans le collimateur: un document de travail du gouvernement envisage d'allonger la durée de cotisation (au nom de l'augmentation de l'espérance de vie) et de désindexer les pensions sur les prix. Un député socialiste (Le Guen) préconise de passer à la retraite à 62 ans dès 2015 (au lieu de 2017 prévu par la contre-réforme Fillon). Rocard parle de 65 ans. Qui dit mieux? Comme pour le marché du travail, le gouvernement compte s'appuyer sur les «partenaires sociaux» pour attaquer. En effet, une négociation est en cours sur les retraites complémentaires, et les syndicats (sauf la CGT) ont d'ores et déjà accepté le principe d'une désindexation des retraites pendant deux



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

ans. Mais le patronat exige encore plus, ce qui bloque pour l'instant la conclusion d'un accord. Le franco-suisse Cahuzac se frotte déjà les mains: «Un accord de ce type des partenaires sociaux sur les retraites complémentaires serait un élément d'appréciation très important. On ne pourra pas ne pas en tenir compte».

**L'instrument du capitalisme**

Il est essentiel de comprendre les ressorts de la politique du gouvernement. D'une certaine façon, Hollande n'a pas le choix. Tout gouvernement (de «gauche», de «droite», «antilibéral») qui inscrit son action dans le cadre du capitalisme est nécessairement réduit à en être l'instrument, le serviteur. Les paroles s'envolent et la logique implacable du système impose la seule réponse

capitaliste à la crise: l'accentuation des politiques d'austérité, d'autant plus importantes en France que celle-ci est en «retard» par rapport à ses principaux concurrents.

Vouloir humaniser le capitalisme, c'est vouloir mettre du rouge-à-lèvres à un cochon. La politique des petits pas, au nom du réalisme, est absurde et vouée à l'échec. Il y a une alternative politique possible: la mise hors d'état de nuire des capitalistes, leur expropriation, ce qui implique la prise de contrôle des principaux moyens de production par les travailleurs et leur gouvernement. C'est le levier fondamental qui pourra permettre de transformer en profondeur les rapports sociaux, et de satisfaire tous les besoins fondamentaux tout en baissant massivement le temps de travail.

**Gaston Lefranc**

# SUICIDES Quand le travail tue!

De nouveau, La Poste est particulièrement frappée par le suicide de plusieurs salariéEs. Cette situation montre le gouffre entre les discours de ses patrons exprimant leur prétendue volonté de faire de l'entreprise une pionnière en termes de bien-être au travail et la réalité!

**I**l y a juste un an, deux postiers mettaient fin à leurs jours. Devant l'émotion du personnel et la médiatisation, Bailly, le président de La Poste, avait décidé la création d'une commission relative à la santé au travail présidée par Kaspar, l'ancien secrétaire général de la CFDT... Une référence! Comme on pouvait s'y attendre, l'ancien «syndicaliste» ne remet en cause à aucun moment la stratégie de l'entreprise et la nécessité de réaliser les gains de productivité. Il se contente de relever quelques ratés dans la mise en place des nouvelles organisations de travail. Sur la base de ces conclusions, la direction de La Poste a trouvé des syndicats pour signer un accord pompeusement intitulé «Qualité de vie au travail» au vide abyssal.

Concrètement, cet accord permet aux dirigeants de se féliciter du retour du dialogue social et de museler les syndicats signataires, en particulier FO et CFDT.

**Personne n'est épargné**

La multiplication des suicides démontre, indéniablement, que le malaise social concerne toutes les catégories de personnel, des agents d'exécution aux cadres dirigeants et qu'aucun secteur (courrier, banque, guichet...) n'est épargné. Le dernier suicide en date concerne ainsi le n°2 de la direction de la communication, par ailleurs responsable de toute la communication interne, et sa multitude de journaux à destination du personnel. Face à cette situation, l'attitude des patrons n'évolue nullement, ils restent

dans le déni. Pour eux, la responsabilité de l'entreprise n'est jamais engagée: le suicide est une affaire personnelle ou familiale. Le courrier, adressé par le frère du cadre dirigeant qui s'est suicidé au président de La Poste, est à cet égard éloquent: «Comment osez-vous évoquer des drames personnels et familiaux où la dimension du travail est inexistant»?... Mais vous êtes dans votre rôle de président, de ces dirigeants qui font passer leur image avant leur conscience, leur poste avant leur morale...».

Ces mêmes dirigeants ont eu une attitude tout aussi indécente dans le traitement du dossier du cadre qui, en mars 2012, s'est pendu à la porte cochère du centre où il travaillait et qui avait laissé un dossier accusateur. Après avoir multiplié



les entraves à l'expertise décidée par le CHSCT, la direction a refusé de reconnaître le suicide en accident du travail, ce qui était pourtant une évidence! La recrudescence de suicides ou de tentatives de suicide sur le lieu de travail n'est sans doute pas étrangère à la reprise sur les chapeaux de roue, avec comme corollaire, ses destructions d'emploi, l'intensification des rythmes de travail, la casse des équipes

de travail et un management pour le moins autoritaire... Aujourd'hui, pour lutter efficacement contre les suicides à La Poste, il est indispensable d'obtenir, sans délai, l'arrêt des réorganisations et des suppressions d'emplois ainsi que le remplacement de tous les départs. Il s'agit de la condition indispensable à toute négociation sur les conditions de travail.

**Bruno Quignard**

## PORTUGAL

## Une « motion de censure populaire »

Le 2 mars, plus d'un million et demi de personnes sont descendues dans les rues dans tout le Portugal pour exiger la démission du gouvernement. Cette manifestation a changé le futur des luttes sociales.

Ceux qui se souviennent du 25 avril, savent, après le 15 septembre et ce 2 mars, que la mobilisation générale et populaire n'est pas un phénomène isolé où un cri du cœur passager. C'est l'expression d'un espace social en lutte, une majorité qui prend la parole contre l'austérité, et qui transforme la société. Pour le mouvement social, la priorité est de faire tomber le gouvernement, et la motion de censure populaire lue au « Terreio do Paço » pourrait en être son manifeste. Dans les prochaines semaines, l'exigence d'en finir avec ce pouvoir et sa politique que personne n'a votée, devrait s'organiser sur la base d'une reconnaissance mutuelle – territoriale, décentralisée et ouverte – des forces rassemblées ce 2 mars. Dans chaque place, en tout lieu, nous devons nous retrouver, apprendre, informer, nous soutenir pour amplifier le mouvement. Les coupes budgétaires de 4 milliards d'euros décidées par la Troïka ciblent le cœur de « l'État social », mais la résistance à cette attaque représente ce 2 mars un moment sans précédent. Non seulement par la construction des mobilisations à partir des « mareas » dans l'enseignement, la santé et chez les retraités... mais aussi par la force unitaire qui rassembla salariéEs, usagers, syndicalistes, militantEs des mouvements sociaux, actifEs, retraitéEs et citoyenNEs. À la veille de dures confrontations, c'est le signal d'une mobilisation politique unitaire en défense de l'école publique, des services publics de santé et la protection sociale.

## Un agenda international contre la Troïka

Les forces anti-mémorandum doivent organiser une riposte commune et défendre des mesures concrètes pour une alternative. En premier lieu, le Bloco et le PCP ont cette responsabilité parce que nous avons exigé de nouvelles élections et que nous proposons un gouvernement de gauche pour rompre avec la Troïka. Pour autant cette unité ne doit pas se limiter à une discussion entre les partis anti-Troïka. Les multiples expressions qui surgissent de ce peuple qui occupe les rues sont aussi la force de ce projet. Parmi ces voix se retrouvent celles de nombreux socialistes qui refusent de participer au tour de chauffe pour une austérité version Seguro. Ce sont ceux qui reconnaissent la nécessité de renégocier la dette et de donner un virage radical à l'économie, l'unité de la gauche pour mettre en échec et mat toute la politique du mémorandum.

L'extension de la mobilisation populaire au Portugal est un exemple pour tout le continent. Par son ampleur, pour la clarté de son cri, pour ses références à la révolution de 1974. Des gouvernements violents et instables dévastent la périphérie de l'Europe. En Espagne, une semaine avant le 2 mars, des centaines de milliers de personnes étaient aussi descendues dans les rues dans une « Maréa ciudadana » qui inonda 80 villes. La construction d'un agenda international contre la dictature de la dette est à la portée des peuples qui aujourd'hui se soulèvent. Et c'est dans la chaleur de ces taches urgentes que la gauche peut agir, maintenant !

Jorge Costa (Bloco de Esquerda, Portugal)

## HUGO CHÁVEZ L'espoir rallumé

En 1999, Hugo Chávez arrive au pouvoir au Venezuela en pleine nuit néolibérale sur le continent américain. Il est alors le seul Président de la région (hormis Fidel Castro à Cuba) à appeler à une rupture avec la pensée unique. « Je jure sur cette Constitution moribonde que j'impulserai les transformations démocratiques nécessaires... », déclare-t-il lors de sa prestation de serment le 2 février de la même année.



PHOTOS SÉBASTIEN BRULEZ



Le 15 décembre 1999, une nouvelle constitution est approuvée par référendum. Elle prévoit notamment l'organisation d'un référendum révocatoire pour tout mandat d'élection populaire, à mi-mandat et à la demande d'au moins 20% des électeurs. Hugo Chávez s'y pliera d'ailleurs en 2004, après avoir déjoué le coup d'État mené contre lui en avril 2002. En 2005 à Mar del Plata (Argentine) les pays progressistes de la région, Venezuela en tête, font capoter le projet de Washington de créer une grande zone de libre échange des Amériques (ALCA). La même année, l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) voit le jour, basée sur la coopération solidaire entre les pays membres.

Au-delà du continent américain, la diplomatie bolivarienne s'est caractérisée par un pragmatisme très peu internationaliste. Si il soutient la lutte des Palestiniens, Hugo Chávez n'hésite pas à qualifier d'« amis » Mahmoud Ahmadinejad, Khadafi, Loukachenko ou encore Bachar al-Assad. Sa vision

campiste lui empêchera notamment de percevoir la nature sociale des printemps arabes.

Sur la question de la dette, le président bolivarien n'a jamais convoqué d'audit en vue d'une annulation des dettes illégitimes, comme l'a fait son homologue équatorien. Par contre en 2012, le Venezuela est officiellement sorti du Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (un organe d'arbitrage du groupe de la Banque mondiale).

## La pauvreté en recul mais un bilan mitigé

Hugo Chávez utilise l'argent du pétrole pour développer des politiques sociales en faveur des plus démunis. Ainsi, entre 1999 et 2011, la pauvreté au Venezuela est passée de 49,4% à 29,5% et l'extrême pauvreté de 21,7 à 11,7%. En échange de pétrole bon marché, Cuba envoie de manière permanente 30 000 médecins qui s'installent dans les quartiers défavorisés.

Outre l'approbation de la nouvelle constitution, la participation citoyenne est favorisée par la création des conseils communaux, organes locaux de démocratie participative créés en 2006. Avec plus ou moins de réussite selon les endroits, ils ne disposent pas d'une souveraineté absolue qui leur permettrait de décider à 100% du budget local, et sont souvent réduits à pallier l'inefficience des municipalités.

Sur le terrain économique, les tentatives de diversifier l'économie sont toujours en cours, avec des résultats mitigés. Le pays reste toujours largement dépendant du pétrole et l'inflation (autour de 20% par an) réduit à néant les augmentations répétées du salaire minimum. Par ailleurs, la corruption au sein des institutions reste un problème de premier plan et l'insécurité affecte fortement le quotidien de la population : 101 141 homicides en dix ans (pour 28 millions d'habitants).

Avec Chávez, les plus démunis ont fait leur apparition dans l'espace public. À une époque où on nous prédisait la « fin de l'histoire », les Vénézuéliens ont été les premiers à rallumer l'espoir en Amérique latine en portant leur Comandante au pouvoir. Et avec eux c'est tout un continent qui s'est remis à rêver.

Sébastien Brulez

## VENEZUELA L'incertitude

*Le corps est encore chaud que les vieilles haines anti-Chávez des porte-voix – politiques et médiatiques – des possédants resurgissent. Si le bilan des 14 années est à tirer, on ne peut nier les avancées sociales et politiques que le peuple vénézuélien a obtenues et qu'il craint, avec raison, de perdre en cas de retour de la droite aux prochaines élections présidentielles. D'autant que la disparition de Chávez a lieu dans une période difficile.*

Depuis l'élection présidentielle d'octobre 2012 et les régionales de décembre 2012, se multiplient les appels à approfondir la révolution bolivarienne. C'est d'autant plus urgent que se multiplient les luttes sociales, exprimant une impatience légitime du peuple.

## De nombreux conflits

Ces luttes sont d'abord portées par un affrontement entre les salariéEs des entreprises publiques et leurs gestionnaires : contre la corruption ou contre l'absence de dialogue de la direction. C'est par exemple le cas de la Venezolana de Cementos ou de nombreuses entreprises

du bassin de l'Orénoque. Mais les luttes sont aussi nombreuses dans les entreprises privées.

Les peuples indigènes se mobilisent aussi. Acquis au processus depuis la reconnaissance de leurs droits dans la Constitution de 1999, les déceptions se sont accumulées : lenteur de la fixation des limites des territoires indigènes ; désastres écologiques de l'exploitation minière et des grands travaux d'infrastructure traversant les territoires indigènes.

Et le 3 mars 2013, l'assassinat par des tueurs à gages du cacique Yukpa, Sabino Romero, est le symbole d'une lutte entre les propriétaires terriens et le peuple Yukpa qui veut maintenir son droit à sa terre. Ironie de la

situation, ce drame a eu lieu juste après la mise en place d'une commission pour la justice et la vérité chargée d'enquêter sur les crimes commis pendant les années 1958 à 1998 (plus de 3 500 disparuEs)... Sur le terrain économique, la nouvelle dévaluation du bolivar décrétée le 8 février pénalise la population coincée par une économie où la plupart des biens de consommation sont importés et où les pratiques spéculatives dominent. Certes, les salaires sont désormais systématiquement revalorisés, mais la dévaluation est bien plus forte, ce qui provoque une flambée des prix et relance la spéculation. Et la nouvelle centrale syndicale chaviste, la CSBT, a refusé de revendiquer une augmentation des salaires pour compenser cette perte nette de pouvoir d'achat.

## Quel avenir pour le processus ?

Avec la mort de Chávez, la question de la nature de la succession est posée car aucun dirigeant actuel ne lui est comparable et n'a le charisme nécessaire pour porter un tel processus. La lutte au sein du PSUV et du gouvernement va donc s'accroître entre deux lignes. D'un

côté ceux qui s'accommoderont d'un statu quo, voire d'un rapprochement avec une partie de la droite au nom d'une « réconciliation nationale » ou plus prosaïquement pour défendre ses intérêts de couche sociale, qui a su profiter de sa place au sein des institutions pour s'enrichir. De l'autre des milliers de militantEs, y compris au sein des institutions, qui veulent approfondir le processus en prenant en main leur avenir.

Conscients de ces enjeux, nos camarades de « Marea Socialista » bataillent pour construire une nouvelle institutionnalité révolutionnaire qui s'appuie sur les mouvements sociaux, sur les expériences de contrôle ouvrier dans les entreprises et sur la démocratie locale autour des conseils communaux.

La présidentielle qui va se dérouler verra très certainement l'opposition entre Nicolas Maduro, actuel vice-président, et Capriles, candidat de la droite. Rien n'est complètement joué et les semaines à venir seront décisives pour savoir si un Thermidor se profile ou si au contraire le peuple vénézuélien prendra son avenir en main.

Patrick Guillaudat

# SYRIE L'insurrection permanente

Malgré le terrible prix payé, le peuple poursuit son insurrection contre le régime dictatorial et criminel des Assad. Ce processus révolutionnaire, avec ses propres caractéristiques, s'inscrit dans la dynamique des mouvements régionaux puisant dans l'absence de démocratie et de justice sociale.

Ce processus n'a cessé de répéter son refus du confessionnalisme et sa volonté de renverser le régime pour édifier une société démocratique, sociale et sans discriminations. Le slogan «le peuple syrien est un et uni» reste présent. Les États qui se disent «amis de la Syrie» manœuvrent. Les uns veulent imposer une solution par le haut (à la yéménite) maintenant la structure du régime, soutenue par les alliés du régime, Iran et Russie. D'autres, Arabie Saoudite et Qatar en tête, veulent transformer la révolution en guerre confessionnelle par peur d'une extension qui menacerait leur pouvoir et leurs intérêts. Ils financent des groupes islamistes extrémistes tels Jabhat al Nusra, à l'idéologie sectaire et réactionnaire, et tentent souvent de réduire le rôle des comités populaires, parfois par la violence. La position des États-Unis traduit cette situation: refus de fournir des armes aux groupes liés à l'armée syrienne libre, avec accord à leur envoi par les pays du golfe aux groupes islamistes extrémistes non liés à l'armée syrienne libre.

## Une dynamique d'auto-organisation

Ces menaces ont pour objectif d'empêcher un changement radical auto-organisé par le peuple révolutionnaire. Celui-ci a développé les expériences des comités populaires au niveau des villages, quartiers, villes et régions. Ils sont la colonne vertébrale du mouvement et de la résistance, allant de l'organisation des manifestations, de



Alep en Syrie, le 1<sup>er</sup> mars 2013. Un manifestant brûle le portrait de Bashar al-Assad. REUTERS/GIATH TAHA

l'aide humanitaire, de l'accueil des réfugiés, à la formation scolaire des enfants et adolescentEs. Dans les régions libérées, ils sont en charge des services à la population. En coordination avec la résistance armée, ils sont à la base de la résistance populaire.

Le peuple refuse les manœuvres de l'extérieur qui maintiendraient la structure du régime: des manifestations importantes et de nombreuses déclarations rejettent la proposition de dialogue du président de la Coalition nationale syrienne Moaz Khatib avec le régime. Lors des manifestations du 8 février, des pancartes proclamaient «nous négocierions seulement sur le départ du régime». Le peuple refuse aussi sa soumission à toute forme d'autoritarisme imposée par les groupes comme Jabhat al Nusra dans certaines zones libérées.

Le constat d'une révolution orpheline de soutien international véritable ne démoralise pas les Syriens, qui continuent leur lutte face à une répression terrible. Mais la solidarité avec un peuple en lutte pour son émancipation reste d'une urgence criante. Des initiatives unitaires sont prises en France et dans le monde à partir du 15 mars, pour le début de la 3<sup>e</sup> année de l'insurrection. Le NPA s'y associe, de même qu'aux campagnes d'aide humanitaire (<http://codsy.org> et <http://secourssyrie.org>) et à la défense du droit d'asile pour les Syriens.

Joseph Daher et Jacques Babel

## Initiatives prévues :

- Vendredi 15 mars «Vague blanche» de 19h à 19h30 à Paris, place du Panthéon
- Samedi 16 mars manifestations, à 14h30 à Paris, de République à Opéra

## Droit d'asile pour les Syriens !

Depuis le début de l'année, les sites web des consulats français du Liban de la Turquie ou du Koweït indiquent qu'«à compter du 15 janvier les ressortissants syriens se dirigeant vers un pays hors de l'espace Schengen en transitant par les aéroports français devront être munis d'un visa de transit aéroportuaire» (VTA).

Cette obligation entrave objectivement la possibilité pour les Syriens d'échapper aux persécutions dans leur pays, autorise la France à renvoyer vers leur pays de départ les Syriens dépourvus de ce visa et restreint la possibilité pour certains de déposer une demande d'asile à l'occasion de leur transit par un aéroport français.

Le code communautaire des visas prévoit l'adoption d'une telle mesure «en cas d'urgence due à un afflux massif de migrants clandestins».

Les Syriens tentant de fuir leur pays ne pouvant être assimilés à des migrants clandestins, cette décision porte atteinte à l'exercice du droit d'asile et expose également ces Syriens à des menaces en cas de reconduite vers un pays tiers qui les renverrait à son tour en Syrie.

L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) et le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) ont saisi le Conseil d'État. Le juge a rejeté leur demande, estimant que les autorités françaises avaient pu estimer remplie la condition d'urgence permettant d'instaurer des VTA «pour éviter un afflux massif de migrants clandestins... La procédure va se poursuivre, les deux associations ayant déposé le 23 février un recours pour excès de pouvoir et un référé-suspension.

## ITALIE Quelle issue à la crise ?

Les prédictions et les espoirs des employeurs italiens et de la puissante technocratie européenne ont été très déçus par les résultats des élections des 24 et 25 février. Toute la classe dirigeante voulait la formation d'un gouvernement d'alliance de centre-gauche avec les partis du centre, c'est à dire un gouvernement du Parti démocratique de Pierluigi Bersani fortement influencé par Mario Monti, l'homme de la troïka européenne en Italie. Raté !

Combiné avec les effets pervers d'une loi électorale antidémocratique cette fois contre-productive pour la bourgeoisie, l'exploit du Mouvement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo a rendu impossible l'issue tant espérée par les classes dirigeantes et propagée par les grands médias. Aujourd'hui, la situation politique italienne est dans l'impasse, et plusieurs commentateurs craignent une crise institutionnelle incontrôlable.

Aucun des hommes politiques n'est aujourd'hui en mesure de proposer une solution pour éviter une aggravation de la situation et aucune des différentes propositions (gouvernement

PD-Monti avec la demande d'un soutien extérieur du M5S, gouvernement d'union nationale avec tous les partis sans M5S, un nouveau gouvernement dit «technique», etc.) ne semble viable dans la pratique. À la mi-mai se termine les sept ans du mandat du président de la République Giorgio Napolitano. Une question qui n'est pas sans importance, car la Constitution italienne confie au Président la nomination du Premier ministre...

## Rejet massif de politiques... qui continuent à s'appliquer !

Cette nouvelle situation ne résout rien et l'austérité continuent sans aucune

résistance réelle dans les profondeurs de la société italienne. Le chômage continue d'augmenter: en 2012 il a atteint 11,2%, et touche 40% des jeunes, 50% dans le Sud. Chaque jour, de nouvelles usines ferment leurs portes ou réduisent de manière drastique l'emploi. Par ailleurs, la lourde réforme des retraites approuvée en décembre 2011 signifie que, pendant quelques années, peu de travailleurs prendront leur retraite, ce qui prive les jeunes de possibilités de trouver un emploi. L'exploitation augmente et la pauvreté est en train d'infecter l'ensemble de la société: les statistiques estiment que près de deux tiers des ménages ont du mal à

équilibrer leurs comptes tous les mois. Après l'annulation de l'interdiction de licenciement sans juste cause (le fameux article 18), les attaques contre le droit du travail sèment la peur dans les usines et commencent déjà à affecter le taux de syndicalisation. Sans aucun gouvernement formellement établi, les politiques mises en œuvre au cours de la dernière année continuent, comme la coupe des budgets des hôpitaux ou la privatisation des services publics. Sans parler de la réduction envisagée de dizaines de milliers de postes publics et le blocage des salaires pour les trois millions et demi de fonctionnaires.

Centré sur son combat contre la «caste» des politiciens, le M5S de Beppe Grillo semble tout à fait insuffisant pour jouer un rôle dans l'organisation d'une opposition de masse à ces politiques. Sur certains points comme sur les pensions ou les fonctionnaires, il a au contraire une position qui critique sur sa droite la ligne du gouvernement sortant... Après dix années de politiques désastreuses, la gauche ne semble pas être en mesure de parler au pays. Il faut travailler à construire un grand mouvement unitaire contre la crise, ses effets et les solutions que veut imposer la troïka.

Fabrizio Burattini (Sinistra critica, Italie)

# Toujours opposés à cette guerre

Si l'on croit les discours officiels, la guerre au Mali toucherait presque à sa fin, même si la date de départ des troupes françaises, désormais annoncée, est entourée d'un grand flou artistique (parfois « avril », parfois « avant fin juillet »...).

Même si ce calendrier, encore vague, est respecté, les problèmes politiques, servant de prétextes à l'intervention militaire, n'auront pas été résolus. Les djihadistes, qui se sont au départ enfui des villes maliennes, souvent sans combattre, se sont ensuite retirés vers le désert où il y a eu des combats. Au nord-est de Kidal, une partie de leurs « fortresses » naturelles dans le Sahara semble avoir été repérée et détruite. Mais ces groupes se préparent à une stratégie, conçue à moyen ou long terme, consistant à se présenter comme une guérilla de « résistants à l'envahisseur ».

Leur modèle en la matière sont les talibans en Afghanistan. Cependant, il est possible que la stratégie de ces groupes échoue, puisque la comparaison avec l'Afghanistan ne tient pas. L'Afghanistan avait été marqué par 25 ans de guerre permanente avant l'arrivée des talibans, en 1994-1996 : d'abord contre l'URSS, ensuite entre les différents « seigneurs de guerre » réactionnaires qui avaient pris le contrôle du pays sur la période 1989-1992, déjà au nom de la Charia. Ainsi les talibans, malgré leur violence, n'étaient pas perçus – par une partie de la population – comme tellement pires que ce qu'existait déjà. Au Mali, la situation est bien différente.

## Néocolonialisme

Quant à la France, ses élites croient avoir rélégitimé un rôle politique, économique et militaire de premier plan dans leur « précarré » postcolonial. Même si elles sont souvent soulagées par le départ des djihadistes, les populations ne seront cependant pas dupes sur les intentions et intérêts néocoloniaux du pouvoir français. Pendant la première phase de l'intervention au Mali, le 23 janvier, le ministère français de la Défense avait donné son feu vert à une opération inédite : des

« Forces spéciales » de l'armée française étaient déployées pour protéger directement la sécurité des mines d'uranium d'Areva, au Niger voisin. « Du jamais vu », commentait alors un éditorial du journal *Le Point* (pourtant loin d'être anticapitaliste), qui ajoutait : « Jusqu'à présent, les forces spéciales françaises ne participaient pas directement à la sécurité d'intérêts privés. » Tout un symbole !

L'une des leçons de la guerre au Mali est que des expéditions militaires peuvent engendrer (ou renforcer) les causes de futures guerres dont les peuples feront encore les frais. De nombreux observateurs et observatrices pointent ainsi du doigt le lien entre l'intervention franco-britannique en Libye – commencée en mars 2011 – et les événements actuels au Mali.

Les interventions militaires françaises n'ont jamais contribué à régler les problèmes. Pour les seuls intérêts de la France et jamais pour ceux des populations, les prétendus pompiers sont bel et bien de sacrés pyromanes.

“ Les interventions militaires françaises n'ont jamais contribué à régler les problèmes. ”

# Une France sans intérêt au Mali?

Lorsque le Président Hollande déclarait que la France n'a pas d'intérêt économique majeur au Mali, afin de justifier son intervention militaire, c'est un peu vrai et beaucoup faux.

Les relations économiques entre le Mali et la France restent faibles même si, au moment des privatisations imposées par les politiques d'ajustements structurels dans les années 80, les multinationales se sont emparées d'une grande partie des secteurs privatisés, comme la distribution de l'énergie, le textile, les télécommunications, l'agroalimentaire, avec une volonté de profits immédiats. En 2010, la France était le quatrième fournisseur du Mali, avec 280 millions d'euros, et importait essentiellement du coton et de l'or de ce pays pour 5,8 millions d'euros. La France reste le 111<sup>e</sup> investisseur direct au Mali.

## Et l'uranium Areva...

Mais ce qui est décisif pour la France, ce sont les mines d'uranium situées à proximité du nord du Mali, mines qui sont exploitées par Areva et ont été à plusieurs reprises l'objet d'attaques des djihadistes avec des prises d'otages. Le Niger approvisionne en uranium, à hauteur de 30 à 40%, Areva pour des prix défiant toute concurrence. Ce même uranium fait tourner un tiers des centrales nucléaires en France, dont l'électricité est produite pour les trois quart par l'énergie nucléaire.

On voit que pour Paris la question des mines d'uranium reste décisive d'autant qu'Areva vient de mettre la main sur la mine d'Imouraren, une des plus grandes du monde, avec à la clef des investissements de plus d'un milliard d'euros.

Les enjeux sont donc colossaux en termes financiers, mais pas seulement. La réaffirmation de la France dans cette région reste décisive pour le contrôle d'un pays comme le Niger, garantie de l'indépendance énergétique de la France qui a décidé de développer son activité industrielle du nucléaire à travers le monde.

L'autre élément important, qui explique l'intervention militaire de la France au Mali, est son rôle qui ne se dément pas et qui est reconnu par ses pairs, d'assurer la stabilisation des pays africains francophones pour permettre aux multinationales de continuer à exploiter les richesses minières et d'accaparer les terres arables.

Le potentiel minier du Mali semble prometteur, en tout cas pour certains spécialistes. S'il n'est pas la cause de l'intervention militaire, il reste cependant présent dans toutes les têtes, notamment pour le dialogue politique qui devrait définir les futures modalités d'organisation du pays. Il est probable que Paris tentera alors d'avancer ses pions...

# NON À L'INTervention MILITAIRE

Dossier réalisé par Paul Martial et Bertold du Ryon



# Chronologie des événements

## La France dans la région

La France est intervenue, à plusieurs reprises, dans des pays de la région ces dernières années.

➔ Côte d'Ivoire : en septembre 2002, une rébellion a éclaté dans le nord du pays. La France aide alors le président Laurent Gbagbo (au pouvoir depuis 2000) à stopper l'avancée des rebelles, mais installe ensuite une force militaire française. Celle-ci coupera la Côte d'Ivoire en deux pendant dix ans. En novembre 2004, lors de manifestations populaires contre cette force, les troupes françaises tirent sur la foule depuis l'Hôtel Ivoire à Abidjan (plusieurs dizaines de morts). Suite à une élection qui a vu deux vainqueurs se proclamer – Gbagbo et Alassane Ouattara –, la France intervient militairement et renverse Laurent Gbagbo le 11 avril 2011...

➔ Tchad : dans ce pays régi par la dictature d'Idriss Déby Itno et politiquement instable, la France est intervenue à plusieurs reprises pour écraser des rébellions, notamment en février 2008.

## L'éclatement de la crise malienne

Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le « Mouvement national de l'Azawad » annonce sa fondation. Le 16 octobre 2011, il fusionnera avec d'autres groupes touaregs – renforcés par le retour d'anciens combattants engagés en Libye – pour former le MNLA : « Mouvement national de libération de l'Azawad ».

À partir du 17 janvier 2012, des combats avec l'armée malienne s'engagent à Menaka et Tessalit. Les touaregs reçoivent le renfort de groupes djihadistes implantés dans la zone frontalière algéro-malienne depuis 2003. Le 24 janvier, une centaine de soldats maliens désarmés, faits prisonniers, sont égorgés à Aguelhok. La responsabilité de ce massacre de prisonniers sans armes est toujours disputée, certains l'imputant au MLNA et d'autres aux djihadistes.

L'avancée des troupes rebelles (touaregs et djihadistes réunis) dans le Nord fait chuter le gouvernement. À partir de manifestations de femmes de soldats et de civils – protestant contre le fait que des conscrits soient envoyés sans armes et de façon désorganisée au front –, des jeunes officiers se mettent en mouvement à partir

# INTERVENTION E AU MALI



Gao, Mali, 9 mars 2013. REUTERS/EMMANUEL BRAUN

## ts au Mali et dans la région

du camp militaire de Kati. À la surprise générale, le président Amadou Toumané Touré (ATT) est renversé le 22 mars : reflet de la crise que traverse l'État malien, son palais n'était quasiment pas gardé... Un mouvement de soutien aux putschistes se forme (le «mouvement du 22 mars»). Le parti de gauche SADI lui apportant également son soutien, préconisant un règlement malien au problème de l'occupation du nord, mais sans intervention extérieure. Cependant, le capitaine Amadou Sanogo, qui a pris la tête du gouvernement issu du putsch, demande lui-même le 5 avril une intervention militaire internationale dans une interview publiée par *Libération* puis *Le Monde*. Les incertitudes de l'après 22 mars font encore reculer le front dans le Nord, alors que les grandes puissances (dont les USA et la France) mettent le Mali à l'isolement «pour condamner le putsch», jusqu'à la formation d'un «gouvernement d'union nationale». Le 6 avril, le porte-parole du MNLA, Moussa Ag Attaher, proclame «l'indépendance de l'Azawad» (le nord du Mali) dans une interview sur la chaîne de télévision France 24. De nombreux observateurs soulignent que

cette interview a été donnée à Paris, où il résidait depuis un bon moment, et non sur le terrain malien... L'alliance tactique du MNLA et des groupes islamistes va être rompue : le 8 juin, des combats éclatent entre eux à Kidal. Le 27 juin, le MNLA enregistre une lourde défaite militaire contre les djihadistes à Gao. La direction du MNLA ira alors se réfugier au Burkina-Faso, gouverné par Blaise Compaoré, un ancien allié de la Françafrique. À partir de là, le MNLA tentera de revenir dans le jeu à plusieurs reprises, proposant même plus tard de combattre aux côtés de l'armée française. Le 26 septembre, le Président français François Hollande plaide en personne à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies pour une intervention militaire internationale au Mali. Sur la base de scénarios élaborés au cours des semaines suivantes, le Conseil de sécurité des Nations unies donnera officiellement son feu vert le 20 décembre. Sauf que le scénario théoriquement retenu exclut alors toute intervention directe française, en tout cas au sol, et prévoit uniquement le déploiement de troupes africaines...

## Des urgences humanitaires

*L'urgence humanitaire à laquelle est confrontée le Mali, comme d'ailleurs d'autres pays sahéliens, est la crise alimentaire provoquée notamment par une forte sécheresse en 2012.*

Ces difficultés ont été aggravées par les attaques des djihadistes dans le nord du Mali. La plupart des paysans n'ont ni semé ni pratiqué les cultures de contre saison qui aident à passer la période de soudure. Ainsi, les demandes d'aide alimentaire, si elles tendent à diminuer dans la région du Sahel, ont augmenté de 24% pour le Mali. La crise alimentaire est accentuée par une très forte augmentation des prix : à titre d'exemple, le kilo de riz – qui coûtait environ 65 cents – est vendu maintenant à 2 dollars, le mil – qui avait déjà connu une augmentation de 60% à Tombouctou et de 85% à Gao – vient à nouveau d'augmenter de 20%. Ces prix, hors de portée de la plupart des populations, s'expliquent par les difficultés importantes d'approvisionnement des marchés et la fuite des populations arabes et touaregs qui traditionnellement tenaient les commerces de distribution. À cela s'ajoute aussi le problème du ravitaillement en eau que les autorités veulent désormais faire payer à la population...

### Les réfugiés en augmentation

Les recensements des réfugiés dans les pays limitrophes du Mali, la Mauritanie, l'Algérie, le Burkina Faso et le Niger, indiquent que sur les 170 000 réfugiés, une grande majorité est touareg ou arabe. La peur est forte d'être identifié, aux yeux des autres populations, comme djha-

distes ou, au moins, comme leurs complices. Les exactions des soldats de l'armée malienne ont amplifié ce phénomène, d'autant que la stratégie d'une partie des djihadistes est de se mélanger à la population, ce qui tend à exacerber les méfiances, voire les haines, entre les habitants de la région du Mali.

Sur le front de l'humanitaire, depuis l'intervention française, la situation est loin de s'améliorer. Les populations déplacées et réfugiées lors du début de la crise attendent que la situation sécuritaire, sociale et aussi sanitaire, s'améliore. En effet, leur nombre ne cesse d'augmenter : en décembre 2012 autour de 227 000 déplacés, 260 000 en février 2013. Beaucoup de ces réfugiés ont tout perdu, et les conditions de vie dans les camps sont précaires. Les maladies de peau ou le choléra font leur apparition, et la malnutrition reste un problème récurrent. Le retour de ces populations chez elles doit impérativement être accompagné d'une aide qui permette la reprise de leur activité économique.

« Depuis l'intervention française, la situation est loin de s'améliorer. »

## Les Touaregs : une question récurrente

*Le problème touareg n'est pas uniquement lié au Mali, mais à l'ensemble des pays sahéliens, même si les revendications et les réponses des États restent différenciées.*

Historiquement les Touaregs sont un peuple nomade, bien que certains soient aujourd'hui sédentarisés. Ils sont très minoritaires dans le nord du Mali. Depuis très longtemps, une de leurs activités est le convoyage de marchandises coûteuses à travers les pistes du désert.

Les Touaregs ont mené des luttes importantes contre la colonisation, à tel point que les Français ont dû concéder des aménagements qui respectaient leur culture et leur mode de vie.

Modibo Kéita, père de l'indépendance du Mali en 1960, proche des pays du bloc soviétique et panafricaniste convaincu, mena une politique de centralisation du pays accompagnée de violences à l'égard des Touaregs. À l'époque, deux questions clés se posèrent : le paiement des impôts par les Touaregs et la fin de la politique esclavagiste. Si ces deux questions devaient indéniablement trouver des solutions, les réponses militaires et bureaucratiques accentuèrent les divisions. À la résistance des Touaregs, une répression s'abattit sur les populations. Le nord du Mali devint une région occupée militairement et la grande sécheresse des années 70 poussa une partie des Touaregs à fuir vers la Libye où ils furent, pour la plupart, enrôlés dans la milice islamique pour les guerres, notamment au Tchad.

### Intégration et développement

Les luttes touaregs des années 80 et 90 eurent comme objet une meilleure intégration dans la société malienne. À partir des années 2000, plusieurs mesures ont été prises pour favoriser

cette intégration, notamment dans l'appareil d'État. En 2006, l'Accord d'Alger censé instaurer une paix durable, reste l'objet de controverses, notamment sur la démilitarisation de la région du nord du Mali, ce qui a permis au djihadistes et trafiquants – qui parfois sont les mêmes – de sanctuariser ce territoire une fois et demi plus grand que la France.

Malgré leurs prétentions, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est loin de représenter l'ensemble des Touaregs et a fortiori des populations du nord. Et la politique totalement aventuriste et sans principe du MNLA a causé beaucoup de tort à la cause touareg.

En fait, il y a aujourd'hui un double problème à régler : la question du développement du nord du Mali et la question nationale touareg. Les solutions se trouveront certainement dans une décentralisation, avec un transfert des compétences de l'État central vers cette nouvelle entité. Mais pour que de telles solutions soient valables, elles doivent être nécessairement issues des différentes populations qui, si elles ont préservé leurs spécificités, ont vécu ensemble pendant des siècles. Les négociations ne doivent pas être monopolisées par des organisations plus ou moins autoproclamées et dont la représentativité de différentes communautés restent incertaines. Les populations du nord du Mali ont développé un réseau dense d'organisations de la société civile qu'il convient d'écouter et de respecter, ce qui reste largement contradictoire avec un dialogue politique malien sous contrôle de la France.

MARSEILLE

## Un système à mettre en procès

Roland Balalas aura agité la semaine judiciaire marseillaise. Ancien attaché parlementaire de Sylvie Andrieux, députée PS des quartiers Nord, il est le grand absent du « procès Andrieux » qui s'est ouvert le lundi 4 mars...

Accusée d'avoir détourné 740 000 euros de subventions publiques à des fins électorales, la socialiste pourrait s'en sortir de par l'absence de son ancien collaborateur, récemment victime d'un AVC. Après une semaine de procès, l'ensemble des prévenus auront donc accusé le grand absent, laissant un peu de répit à l'élu.

### Des décennies de clientélisme

Derrière les péripéties judiciaires, c'est un système politique qui connaît une nouvelle crise. Les frères Guérini, Ciot (le nouveau dirigeant du PS13), Andrieux, Jibrayel (autre député des quartiers Nord sous le coup d'une enquête préliminaire), autant de dirigeantEs PS qui, à quelques mois des primaires locales, seraient mouilléEs dans diverses affaires. Quant aux autres éluEs, tout le monde se tient à carreau en espérant ne pas voir son nom évoqué. En résumé, le procès Andrieux c'est l'histoire de petits « caïds » locaux qui se sont vu octroyer de fausses subventions votées au conseil régional, en échange de leur participation à la campagne du « parrain » Andrieux. C'est le système du « donnant-donnant » entre éluEs et – vraies ou fausses – associations qui devrait être mis en procès : un coup de pouce sur une subvention ou un logement en échange d'une réunion publique organisée sur le quartier ou d'un collage d'affiche. Depuis l'époque de Defferre, l'ancien maire, les socialistes sont devenus maîtres en la matière.

Plus qu'une sanction judiciaire, la condamnation de l'élu ne peut être une victoire qu'à la condition de relancer véritablement le débat politique. L'octroi de biens publics restant conditionné par la relation entretenue avec l'élu du coin, aucune refondation du système politique n'est envisageable. Il faudra mettre enfin le pouvoir décisionnel dans les mains des premierEs concernéEs : les habitantEs des quartiers. Et surtout affronter l'insécurité sociale qui maintient les associations et les habitantEs dans la précarité, les obligeant à participer à ce système. Les diverses mobilisations récentes d'associations et d'habitantEs des quartiers, choisissant la voie de l'action collective pour leurs droits plutôt que la négociation clientéliste, le réveil d'une partie de la presse locale face au retour de Bernard Tapie aux affaires, sont des points d'appui pour l'affrontement avec des décennies de clientélisme dont les Marseillais semblent dégoûtés.

Kevin Vay

La campagne pour le droit de vote des résidents étrangers dès 2014 peut être l'occasion d'une grande vague antiraciste et un rappel au Président de respecter ses engagements.

**120** associations, partis et syndicats ont lancé une pétition pour que, conformément à l'engagement n°50 du candidat Hollande, les étrangers résidant en France depuis 5 ans aient le droit de voter aux élections locales. Le NPA, et d'autres parmi les signataires, revendiquent quant à eux le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections puisque l'égalité des droits sociaux et politiques doit être totale. Un demi-droit, un traitement à part, marque encore une discrimination et maintient l'idée que la citoyenneté repose sur la nationalité, ce que nous refusons dans la tradition des révolutionnaires de 1793 qui l'avaient inscrit dans la constitution... et parce que les travailleurs n'ont pas de patrie !

### Une victoire possible contre les discriminations

Obtenir le droit de vote même limité aux élections locales serait une victoire contre la politique libérale et sécuritaire du gouvernement, ainsi qu'un coup d'arrêt à la montée du racisme. Obtenir ce droit marquerait pour des millions de personnes la fin d'une discrimination – les immigrés européens ont ce droit – et un début de respect des millions d'immigrés qui vivent eux ou leur famille depuis longtemps ici. Obtenir ce droit serait une baffe salutaire pour ces messieurs du PS qui ont fait cette promesse depuis plus de 30 ans, ont eu tout le temps d'en étudier l'application et qui, une fois élus, « découvrent » que... « ça ne va pas être possible » comme le chantait Zebda. Et ce serait évidemment un succès contre la montée du racisme : il suffit de voir les réactions de l'UMP, du FN et de la presse réactionnaire à l'évocation de ce droit. Le développement du racisme n'est pas dangereux seulement pour ceux qui le subissent directement : avec son corollaire – la tentation du repli sur soi d'autres secteurs de la population – c'est un

## ÉGALITÉ DES DROITS Droit de vote pour tous



### En campagne

Sur le site de la campagne <http://droitdevote2014.org/> on suit la progression des signatures : 38 000 le 11 mars, dont une petite moitié sur papier. La liste des collectifs locaux et de leurs initiatives montre que le territoire est loin d'être couvert. Dans les Hauts-de-Seine, la réunion d'un collectif départemental a lancé la création de plusieurs collectifs de ville. À Gennevilliers par exemple, en deux semaines, 1 000 signatures ont été assez facilement recueillies, avec pas mal de discussions intéressantes, malgré le froid, sur la question de la nationalité, sur l'inutilité du vote, sur l'austérité, le racisme, le gouvernement... Bref, des diffusions de tracts animées et un peu d'espoir de faire bouger les lignes, pour qu'en 2014, enfin, toutes les habitantEs de la ville aient le droit de donner leur avis.

frein dans la mobilisation contre le chômage et la casse des services publics. Tout succès dans la lutte antiraciste ne peut que renforcer les travailleurs « tous ensemble ». Le NPA participe à cette campagne tout en maintenant sa position pour le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections. C'est d'autant plus nécessaire que beaucoup de grandes organi-

sations syndicales et politiques signataires ne font jusqu'à présent que le service minimum... Faire signer la pétition, mener les discussions que cela occasionne, nous devons le faire dans les lieux de travail, les facs, les écoles, les quartiers. Il nous faudra aussi aboutir à des manifestations de rue, à l'image de celles pour le mariage pour tous.

Isabelle Guichard

## SANS-PAPIERS Une nouvelle étape

**Une réussite.** Une centaine de participantEs – délégués des collectifs de sans-papiers de la région parisienne, de Lille, d'Angers, de Montpellier ou de Drôme-Ardèche, de soutiens associatif ou politique tel que l'ATMF, Droit Devants, le MRAP, la Fasti, FUIQP ou le NPA – se sont rassemblés dimanche 10 mars à Paris pour la première réunion nationale de « Faut-il mourir pour avoir des papiers ? » (FMPAP).

Ce mouvement, composé d'environ 80 signataires, est né de la lutte en soutien à la grève de la faim de novembre/janvier dernier des sans-papiers lillois. Prenant acte de la continuité entre le sarkozysme et la politique de Valls, le constat commun, développé

à la tribune par Roland Diagne de la CSP 59 et repris par nombre d'intervenants, a été de voir dans la dynamique commune ouverte par la solidarité avec la grève de Lille et le rôle clé joué par FMPAP dans la mobilisation, une nouvelle étape dans la lutte des sans-papiers. Une étape

unifiante et structurante qui aura permis d'amplifier, de relayer, et d'organiser plus largement le mouvement, en s'appuyant sur les forces déjà existantes, tout en dépassant les clivages hérités des luttes antérieures.

La preste sommation du ministère de l'Intérieur faite aux préfets d'établir hebdomadairement un rapport des initiatives de soutien et de luttes montre à quel point cette dynamique, articulant autonomie des sans-papiers dans leur formes d'organisation et alliances dans l'action, est en passe de modifier la donne.

Pour renforcer cette unité, la déclaration nationale du mouvement appelle à la constitution de nouveaux collectifs et à la multiplication d'actions communes, notamment en soutien à la caravane des sans-papiers se rendant au FSM de Tunis, pour la reconnaissance du droit de vote pour les résidents étrangers ou pour la célébration du 17<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Ambroise. Une nouvelle réunion nationale est prévue le 13 avril. Seule la lutte paye !

Guillaume Latil



## ANTIFASCISME Refusons la criminalisation

Le 20 février, le Tribunal correctionnel de Paris a rendu son verdict concernant les 10 militants antifascistes qui, en mars 2012, avaient participé à une action de protestation contre la tenue des assises du Bloc identitaire « La France en danger » à l'Espace Charenton.

Nous avons été condamnéEs à des peines d'amendes allant de 500 à 1 250 euros et à deux mois de prison avec sursis pour l'un d'entre nous, soit des peines supérieures à celles requises par le parquet. De plus, nous sommes condamnéEs à verser 5 000 euros de dommages et intérêts à l'Espace Charenton et 300 euros à la Mairie de Paris. Le propriétaire de la salle s'était en effet opportunément déplacé au procès pour réclamer de l'argent au regard du soi-disant préjudice subi par ses

employés et surtout d'un manque à gagner commercial en raison de son incapacité à conclure de nouvelles affaires avec les Identitaires pour l'instant...

### Répression politique

Notre avocate a dénoncé la répression dont nous faisons l'objet. Notre détention durant 62 h et notre interrogatoire dans les locaux de la section antiterroriste de la brigade criminelle – au motif de tags et d'affiches – étaient déjà en soi

proprement scandaleux. Mais ce n'était visiblement pas suffisant pour les juges, probablement agacés par notre attitude collective consistant à revendiquer notre combat antifasciste.

Nous avons donc décidé de faire appel de cette condamnation particulièrement réactionnaire. Notre action visait à informer la population du danger que représentent les fascistes du Bloc identitaire, et s'inscrivait dans le cadre d'une mobilisation unitaire d'associations,

organisations syndicales et politiques contre la tenue de leurs assises racistes. Nous avons besoin de soutien afin de créer un rapport de forces suffisant pour casser cette condamnation en appel. Aucun acharnement judiciaire ne nous fera taire : nous continuerons à nous battre pour contester le droit aux groupes fascistes, du Front national aux groupuscules nazis, d'exprimer en toute tranquillité leur propagande de haine.

Ced Pikto



## HÔPITAL

# Pas d'autre voie que la mobilisation !

« Tourner la page de la loi Hôpital patients santé territoire et en écrire une autre... ». « À ceux qui veulent considérer l'hôpital public comme une entreprise, je veux dire qu'ils se trompent ». Marisol Touraine, ministre de la Santé, n'a pas lésiné sur les formules-choc à l'occasion de la remise du rapport Couty intitulé un « pacte de confiance pour l'hôpital ».

**M**ais derrière l'écran de fumée des mots, les 13 mesures annoncées, loin de rompre avec la politique des précédents gouvernements ne constituent que des aménagements mineurs et s'inscrivent dans la même politique de réduction de la place du service public et de privatisation de la santé.

### Le service public défavorisé dans les faits

Conformément aux promesses de campagne de Hollande, la notion de service public, supprimée par Sarkozy, sera réintroduite dans la loi. C'est bien sûr positif mais cela n'aura guère de conséquence pratique face à l'austérité renforcée (- 650 millions d'euros) qui pèse sur l'hôpital.

Alors que les dépenses hospitalières, à effectifs constants, augmentent de 3,5% par an, le gouvernement vient de décider pour 2013 une baisse des tarifs de 0,84% (le tarif est ce que la sécurité sociale rembourse à l'hôpital pour le séjour d'un patient). Ce sont des milliers d'emplois hospitaliers qui sont à nouveau menacés, et les restructurations et fermetures de services et d'établissements vont se poursuivre. L'hôpital public est même défavorisé



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

dans les faits par rapport au secteur privé commercial, ce dernier voyant en effet ses tarifs baisser seulement de 0,21% (soit quatre fois moins que le public). Contrairement au secteur public, il vient en outre de bénéficier des largesses du « pacte de compétitivité » (500 millions d'euros).

L'amélioration du financement des missions de service public de l'hôpital est renvoyée aux conclusions

d'une « mission ». Il s'agira d'un simple ajustement : d'ores et déjà, la ministre a prévenu, la « tarification à l'activité » génératrice de course à la productivité, au toujours plus avec moins de personnel, sera maintenue, avec ses conséquences sur la qualité et la sécurité des soins, ainsi que sur la souffrance et l'épuisement professionnels des personnels.

Le « pacte de confiance » propose enfin

un simple rééquilibrage du pouvoir entre directeurs administratifs et médecins, le personnel hospitalier étant totalement ignoré.

### La « territorialisation » au service de la privatisation

La principale innovation annoncée par Marisol Touraine est la création d'un « Service public territorial de santé ». Derrière ce qui semble une idée de bon sens - mieux coordonner l'ensemble des acteurs du soin - s'en cache une autre, la même que celle de Sarkozy : réduire les missions du service public pour les transférer à des acteurs privés libéraux, commerciaux, ou associatifs, essentiellement dans un but d'économie.

Contrairement aux affirmations de Marisol Touraine, ce gouvernement n'a en réalité aucune intention de « tourner la page » de la loi HPST et maintient en place son pivot : les agences régionales de santé.

La mobilisation unitaire, pour l'abrogation de la loi Bachelot, contre l'austérité dans la santé, pour une extension du service public de santé dans et hors l'hôpital et pour plus de moyens, conserve toute son actualité. Il reste maintenant à la construire.

J.C. Delavigne

## PRESSION ET RÉPRESSION

# ANI soit qui mal y pense

**L**e débat et le vote de la loi sur la « sécurisation de l'emploi », mise en musique légale de l'Accord national interprofessionnel du 11 janvier, devient un enjeu politique majeur. Les ambiguïtés du positionnement de Force ouvrière, dont les syndicats Renault approuvent dans cette entreprise des dispositions voisines de celles contenues dans l'ANI, et les tergiversations de la CGT dans la mobilisation font sortir de leur réserve les partisans du projet de loi. C'est ainsi que la CFDT diffuse largement des argumentaires défendant pied à pied, article par article le projet de loi scélébrat. Les trois signataires (CFDT-CGC-CFTC) se sont même permis une diffusion massive de leur propagande à la Défense, le mercredi 12 février. Les signataires présentent les prétendues avancées (retraites complémentaires, chômage, temps partiels) comme essentielles, alors qu'il ne s'agit que de mesures au mieux cosmétiques, encadrées par des contraintes financières, ou parfaitement contournables et/ou inefficaces. D'un côté, le gouvernement justifie complètement les reculs offerts au patronat au prétexte d'une compétitivité censée sauver des emplois, mais qui ne sert qu'à sauvegarder les profits. De l'autre, Sapin, Ayrault, Montebourg et Valls se relaient pour marteler que les bons syndicalistes signent l'ANI pendant que les mauvais caillassent les flics et sabotent les usines... La répression des luttes s'imposera donc, non seulement pour combattre les violences, mais aussi pour ne pas empêcher la bonne marche d'un système qui génère cette violence.

Robert Pelletier

## PSA AULNAY Les grévistes ne lâchent pas

Après 8 semaines de grève et de blocage de la production, les grévistes tiennent bon et ont voté vendredi 8 mars, lors de l'occupation du siège de l'UIMM, la reconduction de la grève.

**L**es coups de pression de la direction n'y changent rien. Lundi 4 mars, les grévistes ont constaté que la direction avait profité du week-end pour transférer des pièces inutilisées à Aulnay, probablement sur Poissy. Le nombre de mutations dans le cadre de la mobilité vers l'usine du 78 augmente. La direction montre ainsi que la grève ne l'empêche pas de dérouler ses projets, voir même qu'elle l'incite à les accélérer. Mais cela n'entame pas la détermination des grévistes, pas plus que les trois nouvelles mises à pied conservatoires pour licenciement tombées mardi matin, ce qui porte à neuf le nombre de grévistes en procédure de licenciement. Assurer la visibilité de la grève, c'est la préoccupation principale des grévistes.

Mardi 5 mars, à environ 200 en tête du cortège CGT avec des salariés d'Air France et de Presstalis, ils formaient la partie la plus combative de la manifestation contre l'ANI. Jeudi, une centaine se sont retrouvés au piquet des salariés d'Air France Cargo mobilisés depuis plus de trois semaines contre l'application du plan de 5000 suppression d'emplois et l'augmentation de la productivité. D'autres secteurs d'Air France, des sous-traitants qui vont faire les frais du plan Transform, étaient présents, ainsi que des salariés de DMI (fonderie de l'Allier menacée de fermeture, voir *Tout est à nous !* n°183). L'UL CGT de Roissy, à l'initiative du rassemblement de 500 personnes, avait aussi invité les partis politiques. Nathalie

Arthaud, Éric Coquerel, deux représentants du PCF 93 et Philippe Poutou sont intervenus. Vendredi, les PSA se sont invités rue de Wagram dans les locaux de l'UIMM. Ils visaient le président de l'UIMM, Saint-Geours, numéro 3 de PSA, et le gouvernement qui refuse de nommer un médiateur. Après une AG dans les locaux de l'UIMM, ce qui changeait des ateliers d'Aulnay, les grévistes cernés par les CRS ont dû quitter les lieux.

### Quelles perspectives ?

La grève entre dans sa neuvième semaine et manque de perspectives d'extension. Même dans l'automobile, les tentatives de mobilisation contre les accords de compétitivité à Renault



Le cortège des PSA le 5 mars lors de la manifestation contre l'ANI. PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MILO

sont en difficulté. Par contre, la colère des Goodyear s'est exprimée fortement jeudi 7 mars lors du rassemblement de Reuil-Malmaison. Et les plans de licenciements en cours à Virgin ou Presstalis, pour ne citer que les plus visibles, suscitent malgré tout des résistances.

Combattre les licenciements à PSA ne pourra se faire que si le combat dépasse

Aulnay et pose le problème politique de l'interdiction des licenciements. C'est le sens de l'intervention de Philippe Poutou, jeudi à Roissy, proposant aux partis présents de discuter du soutien à apporter à la convergence des luttes en cours et de la possibilité de prendre une initiative nationale contre les licenciements.

CorrespondantEs

## YVELINES Grève sur des chantiers de construction

**L**a grève s'est déroulée à Saint-Cyr-l'École et à Achères sur de grands chantiers de Génie Civil de construction de centres d'épuration des eaux. Nous avons revendiqué une prime de site concernant deux grands chantiers de SOGEA et GTM. Les directions ont fait la sourde oreille, et essayé de pourrir la négociation en la faisant traîner en longueur, ne prenant en compte que les ouvriers en CDI. Nous réclamions une négociation globale, avec tous les intérimaires et salariés

des entreprises sous-traitantes. Nous avons alors décidé d'agir, et après discussion avec tous les ouvriers sans distinction de statut, nous avons décidé de déclencher la grève le 30 janvier, après qu'une pétition rappelant nos revendications ait été signée par tous les ouvriers : 200 euros par mois, pour tous les salariés, titulaires ou sous-traitants, sans partie variable et tous les mois. À la veille de la grève, les salariés sous-traitants, dont beaucoup d'intérimaires, ont, sous la pression,

décidé de ne pas participer au mouvement, à l'exception d'un site.

### Une victoire pour tous !

Après deux jours de débrayage et deux jours de grève, nous avons obtenu 150 euros par mois sans partie variable et pour tous les salariés. Les intimidations et la pression ont été fortes : mensonges, tentative d'imposer le pointage, pressions individuelles, invitation des délégués à venir discuter au siège, provocations et menaces physiques sur un délégué, pressions sur

l'agence d'intérim pour qu'elle retire son personnel gréviste... L'unité dans les actions a été complète, autour des revendications communes. Le rôle de la CGT a été essentiel, et quelques délégués CFDT aussi ont participé à notre action. Pour les patrons, ce qui était dangereux dans cette grève, c'est l'unité des salariés titulaires et intérimaires qui a eu valeur d'exemple. Dans cette lutte, les ouvriers ont bien compris que pour gagner, il faut accepter le risque que l'on peut perdre !

Correspondant



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARC



## Les comités en action!

### Toulouse: «grrève» des femmes

Nous étions plus de 500 à manifester le 8 mars dans les rues toulousaines en revendiquant la grève des femmes! C'est la deuxième année que le collectif «Grrève des femmes» composé d'associations féministes, de partis et de syndicats organise la journée internationale des luttes des droits des femmes pour dénoncer les inégalités et les discriminations envers les femmes. Aussi pour dénoncer à l'échelle européenne les politiques d'austérité qui précarisent en premier lieu les femmes. La manifestation a commencé au pied de la statue de Jeanne d'Arc, symbole d'une femme émancipée repris par le collectif pour revendiquer le droit pour toute femme à disposer de son corps librement. Cette manifestation a été ponctuée de performances mises en œuvre par le collectif Famuni rappelant les violences envers les femmes (viols, violences conjugales...) en mettant en scène des corps au sol et leurs contours dessinés à la craie; ou encore les inégalités dans le monde culturel où la direction du théâtre TNT s'est vu remettre le prix «Tartuffe de l'inégalité». Était présente dans le cortège une délégation de femmes kurdes arborant les portraits des trois militantes du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) récemment assassinées à Paris. Ce type d'action montre l'importance de continuer à lutter jour après jour, en reconstruisant le mouvement féministe, seul moyen de s'organiser face à cette société patriarcale et capitaliste.

### Dijon (21): visite troublée pour SarkHollande

Rebsamen avait bien cadré la venue de Hollande lundi 12 mars: claque PS et signature de quatre «emplois avenir» dans un quartier à fort taux de chômage. Dans ce quartier quadrillé par les forces de l'ordre, le tam-tam autour de nouveaux emplois précaires n'a pas convaincu les résidents souvent narquois.

Il n'a pas été possible d'organiser une action intersyndicale pour interpellier Hollande, mais à 14h, des militantEs de Solidaires et du NPA se sont manifestés pour dénoncer l'ANI, la relance de la précarité, revendiquer l'interdiction des licenciements, et la réduction du temps de travail. Très vite, le service d'ordre a expulsé les porteurs de pancartes, les éloignant de la vue du Président «normal», les diffuseurs de tracts ont été bousculés et des militantEs criant des revendications expulsés, dont l'un violemment.

Certains journalistes ont montré l'envers du décor, pas si serein, tellement cette visite avait un arrière-goût de Sarkozysme.

### Finistère (29): antinucléaire!

Dimanche 10 mars, à l'appel du «Collectif citoyen pour en finir avec le nucléaire civil et militaire», 400 personnes se sont mobilisées au Faou, petite ville du Finistère se situant au centre d'un périmètre où les sites nucléaires abondent: la presqu'île de Crozon et l'île Longue, base de la FOST (Force océanique stratégique, sous-marins nucléaires), la rade et le port de Brest qui reçoit les SNLE et le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, la base aéronavale de Landivisiau, le site nucléaire des Monts d'Arrée (Brennilis).

Tout au long de la journée, entre crêpes et bières, trois débats se sont tenus sur le démantèlement de la centrale de Brennilis, sur le nucléaire militaire et sur les conséquences sanitaires de Tchernobyl à Fukushima.

À l'issue de ces débats, nous avons formé une chaîne humaine pour rappeler la catastrophe de Fukushima. Le NPA était évidemment présent et visible.



### Fontenay-sous-Bois (94): Notre conseillère municipale dénonce les réformes sur l'école

Le 28 février se tenait le conseil municipal. La majorité municipale dominée par le FdG proposa un vœu revendiquant le report de la mise en place de la réforme Peillon des rythmes scolaires à 2014... en n'oubliant pas de porter un coup de chapeau au gouvernement. Notre conseillère municipale Sylvette Minnaert leur a répondu par l'intervention suivante:

«Tous les enseignants savent que les changements de rythmes scolaires (même les meilleurs) ne réduiront en aucun cas les difficultés des

élèves. Pour tenter d'inverser l'échec qui touche prioritairement les plus défavorisés, il faut une baisse des effectifs, des postes RASED, des professeurs qui bénéficient d'une véritable formation, des remplaçants formés, et des moyens: plus de professeurs que de classes. Le débat enclenché par le gouvernement sur les rythmes scolaires est un moyen de détourner des problèmes quotidiens qui touchent l'école. Ce projet amène subrepticement la territorialisation de l'école. Le vœu proposé laisse penser que le gouvernement en place irait dans le bon sens. Il y aurait est-il dit «des ruptures portés aux

politiques antérieures». (...) La réalité, c'est que le nombre de professeurs supplémentaires prévus est totalement insuffisant, c'est du saupoudrage. Les projets gouvernementaux, ce sont le recrutement d'étudiants contractuels payés à mi-temps; ce sont aussi les postes créés pour la rentrée 2013 qui ne reviennent pas sur les 13 000 suppressions de l'année antérieure.

Avec les enseignants en lutte le NPA dit qu'il ne s'agit pas de repousser la mise en place du décret à 2014 mais d'exiger son abrogation, sans oublier le retrait du projet de la loi d'orientation. Pour ces raisons nous ne soutiendrons pas ce vœu.»

## campagne emploi

# Chômage: deux poids, deux mesures

Les conséquences de la fusion ANPE-ASSEDIC peuvent être dramatiques car obliger les ex-ANPE à faire de l'indemnisation renforce les risques d'erreurs, mauvais calculs, retards de paiement, sommes à rembourser, manque de souplesse dans l'application de la législation... C'est bien Pôle emploi qui est responsable du désespoir de Djamel Chaab qui s'est immolé devant son agence à Nantes.

**S'**il existe bien une législation précise, il y a aussi une façon d'appliquer les règles, une «marge de manœuvre» qui aurait très bien pu prévaloir dans ce cas de «trop-perçu». Pôle Emploi, qui fait toujours preuve de grande «compréhension» quand il s'agit de détourner la loi pour mieux servir les patrons, devient impitoyable quand il s'agit d'un chômeur! L'Évaluation en milieu de travail (EMT) est une première forme de détournement: «faire découvrir un métier ou vérifier sa qualification». L'EMT se transforme régulièrement en CDD non payé où le privé d'emploi aura souvent des frais (déplacements, repas, vêtements) quand le patron sera, lui, «dédommagé» de 2 euros de l'heure multipliés par 70 heures possibles. Dans les 3/4 des cas, les chômeurs participent bel et bien à la production (supermarché, agroalimentaire, restaurant...), comme ce travailleur handicapé qui travaille tous les vendredis pendant un mois au Mac Do du coin. Rien qu'en Bretagne, 9 000 EMT en 2011! Autre détournement, l'Aide à la formation préalable à l'embauche: l'entreprise doit déposer une offre d'emploi et l'État l'aide si aucune candidature ne

peut lui être présentée. En réalité, nombre d'entreprises en bénéficient sans avoir déposé d'offre d'emploi concernant des métiers à fort chômage et qui demande peu de qualification. Les «grandes enseignes» ont même droit à des accords-cadres avec Pôle emploi pour les «aider» à embaucher. L'entreprise ne paye rien, les stagiaires continuent à toucher leurs allocations (pour les 40% qui en ont... sinon l'État verse une aumône pendant la «formation»), et l'entreprise ne peut s'engager que pour un CDD de 6 mois. En cas de non-respect, on lui interdira – rarement – d'avoir à nouveau recours à cette «aide».

### Un nouveau contrat précaire

Dernier exemple: «Emploi d'avenir», CDD d'un an renouvelable deux fois. Premier contrat «marchand» (privé) signé dans une entreprise bretonne: l'article de *Ouest France* du 7 mars est édifiant, article intitulé «M. taille son avenir dans le granit!» L'entreprise spécialisée dans la taille de granit embauche un jeune... qui a son CAP de tailleur de pierre. Le sous-préfet qui s'est déplacé pour l'occasion, ment effrontément: «on est dans

la transmission du savoir-faire pour un emploi pérenne». La patronne de la boîte, elle, a le sens de l'humour: «c'est du gagnant-gagnant!» L'État va payer 35% du salaire du jeune, alors qu'il est déjà qualifié, en échange d'un contrat précaire dans un boulot très dur physiquement où les ouvriers sont «cassés» à moins de quarante ans! Nous devons enrayer le rouleau compresseur, dénoncer toutes les dérives, tous les cadeaux que l'institution Pôle emploi fait aux patrons sur ordre du gouvernement. Construire une convergence chômeurs-agents-travailleurs, nous sommes quelques-unEs à Pôle emploi à y travailler, avec le soutien bien timide des directions syndicales qui donnent souvent la priorité aux relations institutionnelles. Ce n'est pas dans les Comités d'établissement et autres «expertises pour risques psycho-sociaux» que l'on commencera à relever la tête. Le NPA doit prendre toute sa place dans ces combats dans une période où malheureusement de nombreux travailleurs vont venir grossir les rangs de «l'armée de réserve» indispensable au capitalisme.

Fabienne Serbah

## Dans la rue pour les droits des femmes



Le NPA était présent le 8 mars à Paris et dans d'autres villes pour défendre des mesures d'urgence contre l'exploitation et les violences faites aux femmes.

EXPOSITION

# Capa, Taro, Chim : la Valise mexicaine

Les négatifs retrouvés de la guerre civile espagnole. Musée d'art et d'histoire du Judaïsme (Paris 3<sup>e</sup>), jusqu'au 30 juin 2013.

La légendaire valise de Robert Capa, contenant des négatifs de la guerre d'Espagne, était considérée comme perdue depuis 1939. Robert Capa les avait abandonnés à Paris quand il s'était enfui avant l'entrée des troupes allemandes, et avait demandé à Weisz, photographe hongrois, de les mettre en sécurité. Mais celui-ci fut arrêté et interné. Capa avait estimé que tout avait été détruit pendant la guerre...

L'annonce officielle en 2008 de la redécouverte de cette valise, a provoqué un engouement considérable dans l'univers du photo-reportage. La «valise», composée de trois boîtes de rouleaux de pellicule soigneusement classés, contient près de 4500 négatifs d'images de la guerre civile espagnole en très bon état de conservation et presque tous inédits : des clichés de Capa, mais aussi de sa compagne Taro, de David Seymour, dit Chim, et également du photographe Fred Stein représentant Taro.

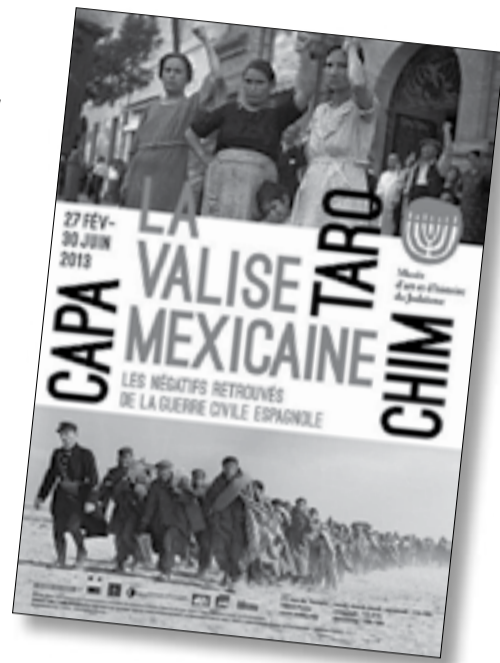
**Itinéraire d'un engagement photographique**

Robert Capa, né Endre Ernő Friedmann le 22 octobre 1913 à Budapest, américain d'origine hongroise, fut le type même du «photographe de guerre» engagé. Il fuit le nazisme en 1933 pour s'installer à Paris et sera le fondateur avec David Seymour - Chim - de l'agence Magnum en 1947. Capa, contraint à l'exil, a pour objectif de faire carrière dans le journalisme. À Berlin, Simon Gutman, de l'agence photos Dephot, lui donnera l'occasion de couvrir son premier sujet, Trotsky en 1932 en exil à Copenhague... Il fait la connaissance de Gerda Taro, une étudiante allemande et antifasciste, et part avec elle couvrir en 1936 la Guerre civile espagnole aux côtés des troupes républicaines, pour les magazines *Vu* et *Regard*.

En Espagne, il devient un fervent antifasciste, et va jusqu'à monter certaines photos de toutes pièces, mettant en scène la victoire de la République espagnole. C'est avec une photographie, devenue célèbre, qu'il obtient une grande renommée. Intitulée *Mort d'un soldat républicain*, elle représente un soldat républicain, s'effondrant après avoir été touché par une balle. Il y aura une polémique quant à l'authenticité de la photo.

**Témoignages d'une lutte antifasciste**

Il ne semble pas que la fameuse «valise» contienne les négatifs de cette photo. Leur découverte aurait pourtant permis de résoudre cette énigme. Il n'empêche que cette photo, tout comme d'autres œuvres telles que *Guernica* de Picasso, *L'espoir* de Malraux ou encore *Pour qui sonne le glas* d'Hemingway furent des symboles de la résistance à la menace fasciste, de l'héroïsme des républicains espagnols en lutte contre les nationalistes de Franco. Cette guerre civile espagnole, considérée comme une «répétition» pour les armées allemandes et italiennes qui soutinrent Franco, fit près de 400000 morts... C'est tout l'intérêt de cette exposition que de nous en faire revivre certains moments forts. Portraits, scènes de combat, images rappelant les effets de la guerre sur les civils mais aussi de magnifiques clichés de Chim aux thèmes un peu surréalistes, tels



que la conservation du patrimoine par les troupes républicaines (comme ce cliché où l'on voit des soldats républicains porter précautionneusement... un immense crucifix), des portraits de Gerda Taro immortalisant les expressions : souffrance, allégresse. Et pour la petite histoire, sachez que la fameuse série de romans écrite par Dan Franck et Jean Vautrin, intitulée «*Les aventures de Boro, reporter photographe*» s'inspire bien de la vie de Capa. Un bel hommage.

Sylvie (comité Paris 15<sup>e</sup>)

**Bande dessinée**

## LITTLE JOSÉPHINE, RAPHAËL SARFATI ET VALÉRIE VILLIEU

Collection Contre-cœur, La boîte à bulles, 2012, 128 pages, 17 euros.



Primé lors du dernier festival d'Angoulême, cette bande dessinée n'a pas usurpé sa distinction. D'un thème tellement quotidien qu'il en deviendrait parfaitement banal, les auteurs ont su tirer un scénario et une construction d'une très grande richesse. Cette alliance équilibrée donne toute sa puissance à cette chronique quotidienne du grand âge et d'Alzheimer.

La narratrice, infirmière à domicile, nous narre sa rencontre et la relation qu'elle a construite avec Joséphine, une vieille dame qui, mise sous tutelle, vit seule dans son appartement. Il n'y a pas là de grandes révélations ni d'aventures extraordinaires, mais les difficultés que rencontrent les malades et les salariéEs chargéEs de les soigner et de les accompagner : les labyrinthes administratifs, les compétences parfois douteuses, les pertes de contact du malade avec la réalité...

Loin du pessimisme ambiant sur le fond naturellement mauvais de la nature humaine, la narratrice nous montre, sans masquer les incuries ni les méchancetés, l'incroyable dévouement de toutEs ces salariéEs qui composent ce secteur économique en pleine expansion que l'on appelle «*les services à la personne*». La construction graphique donne à sentir les joies, les détresses et les absences de Joséphine : des cases blanches, un lit volant qui se balade entre les pages, des peluches animées. Les tours et détours de la mémoire sont ainsi pleinement mis en scène. La référence affichée à *Little Nemo* donne à sentir aussi bien la dimension régressive de la maladie vers l'enfance que les ressources de l'imaginaire, de la rêverie et la nécessité d'explorer cette dimension pour ne pas laisser la malade s'enfermer dans son monde intérieur.

Au final, cette bande dessinée constitue une alliance réussie entre un témoignage ethnographique et une recherche graphique qui vient nous rappeler qu'aujourd'hui, plus que jamais, «*nos mamies valent plus que leurs profits!*»

Henri Clément

**BANDE DESSINÉE**

**LE BLEU EST UNE COULEUR CHAUDE, Julie Maroh, 2010,**

Glénat, 15,50 euros  
Avec sa première BD, Julie Maroh entre elle aussi dans cette génération de dessinatrices qui conduit le lecteur dans l'intimité des personnages et le renvoi à ses propres expériences. Dans cette œuvre, Clémentine, lycéenne, devient amoureuse d'Emma, étudiante, et découvre par là-même son homosexualité. Une (belle) histoire d'amour, un coup de crayon poétique (le noir et bleu pour les flashbacks, la couleur pour le présent) transmettent en finesse les difficultés d'être ado-femme-lesbienne, et la violence de l'environnement familial, amical et politique (une manif en 95 contre le plan Juppé, une autre pour la gaypride). Cette BD sera transposée cette année au cinéma par Abdellatif Kechiche.

A2L



**THÉÂTRE**

**«AU CROCO!» spectacle pour enfants de la Cie Matador,**

d'après le conte indien de Anushka Ravishankar.  
Un jour de marché, un crocodile est retrouvé coincé dans un fossé et les villageois ont très peur. Qui va pouvoir le déloger? Le policier? Le médecin? L'homme le plus fort du pays? Le magicien ou la petite fille? Bien joué par Raphaëlle Arditi, ce conte indien m'a beaucoup plus car avec les copains et copines avec qui on a vu la pièce, on a beaucoup participé à l'histoire. En plus, j'ai découvert la culture indienne (la belle musique, les dieux et déesses...) alors que je ne connaissais que la nourriture des restaurants indiens. J'ai passé un super moment et je conseille vraiment cette pièce à tous les autres enfants. C'était trop super!

Lili (4 ans)

Jusqu'au 15 mars au Théâtre des Ateliers du Chaudron, 31 passage de Ménilmontant Paris 11<sup>e</sup> (métro Ménilmontant ou Saint-Maur), puis les 16, 30 mars et 6 avril à 15h au Théâtre de la Vieille Grille, 1 rue du Puits de l'Ermitte Paris 5<sup>e</sup> (métro Censier ou Place Monge). Adultes : 10€ / enfants : 5€.



**MOBILISATION**

**À QUI PROFITE LA NUMÉRISATION ?**

Depuis plusieurs semaines, la polémique enfle autour des contrats passés le 15 janvier 2013 par la BNF avec des sociétés privées, concernant la numérisation de 70 000 livres anciens français et de 200 000 disques vinyles. Ces accords prévoient en effet que les firmes concernées seront propriétaires des copies qu'elles auront numérisées, avec le droit de les commercialiser pendant dix ans. Des œuvres qui appartiennent au patrimoine commun deviennent ainsi propriétés privées d'entreprises qui en retireront un profit conséquent... et la BNF percevra une partie des bénéfices générés! Le collectif «*Livres de Papier*», qui rassemble entre autres des bibliothécaires, des libraires, des éditeurs et des chercheurs, mène depuis plusieurs années une critique radicale des technologies numériques et de leurs conséquences dans tous les domaines. Ce collectif et les organisations professionnelles (IABD, ADBS, ABF, ADBU1) et syndicales (FSU, CGT) s'opposent à ces accords. Quand libéralisme économique et innovation technologique marchent main dans la main. Une affaire à suivre.

Correspondant

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

librairie  
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



## S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

|   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p> | <p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p> | <p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____ CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p> | <p>Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex</p> <p><b>FRANCE ET DOM-TOM</b></p> <p>Tarif standard</p> <p>Hebdo <input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €</p> <p>Mensuel <input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €</p> <p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €</p> <p>Tarif jeunes/chômeurs/précaires</p> <p>Hebdo <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €</p> <p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €</p> <p><b>ÉTRANGER</b></p> <p>Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org</p> |
|---|---|--|--|



Le chiffre

**3,6 millions**

C'est, d'après le rapport 2013 de la Fondation Abbé Pierre, le nombre de personnes mal logées en France : privées de domicile personnel, vivant dans des conditions très difficiles ou très précaires... Vendredi 15 mars, c'est la fin de la trêve hivernale : les expulsions locatives peuvent reprendre.

ARVEYRES (33)

## Islamophobie à l'école ?

Fin février, Benoît Gheysens, le maire sans étiquette de la commune d'Arveyres en Gironde a décidé de supprimer les repas de substitution au porc, qui permettaient jusqu'à présent aux 28 élèves de confession musulmane ou juive (sur 180 demi-pensionnaires) de manger à la cantine.

Les parents des enfants concernés estiment qu'il y a stigmatisation religieuse et se demandent si la décision n'aurait pas quelque chose à voir avec les prochaines élections municipales. Cela faisait 16 ans que les repas sans porc ne posaient aucun problème et la suppression a été annoncée par une simple lettre sans consultation des parents. Le maire se défend de toute discrimination, invoquant des raisons budgétaires et le gaspillage de nourriture. Mais interrogé sur le coût de ces repas supplémentaires, le maire a répondu « je ne sais pas car c'est difficile à chiffrer précisément ». Quant au gaspillage, c'est un problème qui existe dans toutes les cantines et peut être réglé

autrement. Rappelé à l'ordre par le préfet, le maire a proposé d'augmenter la quantité d'entrées et de légumes en expliquant que les familles concernées « peuvent aussi retirer leurs enfants de la cantine » le jour où il y aurait du porc !

Le discours islamophobe ambiant commence à faire des ravages, entretenu par la droite avec une surenchère de la part du FN et des concessions de la part d'une certaine gauche institutionnelle. Une grande vigilance s'impose. À Arveyres, la bonne nouvelle est que des parents ont lancé une pétition signée aussi par des familles dont les enfants mangent du porc. À suivre.

Ross Harrold

## En chaîne contre le nucléaire



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Samedi 9 mars, à l'appel du réseau Sortir du nucléaire, de partis, d'associations, et de collectifs locaux, près de 20 000 personnes venues de Fessenheim à Plogoff, de Nogent-sur-Seine à Bure et même de l'étranger, ont formé une chaîne à travers Paris pour exiger l'arrêt du nucléaire civil et militaire et une vraie transition énergétique maintenant. Elles ont encerclé les ministères, l'Assemblée nationale, les sièges d'EDF et d'Areva, autant de lieux où se prennent les décisions sur le nucléaire au mépris des populations. Le NPA avait en charge le point de rassemblement à proximité de l'Assemblée nationale, et les 300 manifestants qui s'y sont retrouvés ont été bloqués par la police. Cette manifestation en appelle d'autres. Alors que le gouvernement prépare une prochaine loi de programmation énergétique, il faudra être nombreux et déterminés pour imposer une transition énergétique radicale vers les énergies renouvelables et la sortie immédiate du nucléaire.

CANNABIS

## Solidarité avec Dominique Broc

Judi 21 février, Dominique Broc, coordinateur des « Cannabis social clubs » en France, a été arrêté à son domicile par la police. Les CSCF revendiquent la légalisation de la culture du cannabis à des fins d'usage personnel maîtrisé et s'organisent collectivement pour supporter les coûts de culture et se partager leur récolte. Depuis 2009, Dominique Broc n'avait jamais caché son activité. Alors pourquoi une arrestation aujourd'hui ? Sans doute parce qu'il avait annoncé dans la presse son intention de déposer en préfecture, le 4 mars, les statuts de son association. Il est convoqué le 8 avril au tribunal de Tours. Dès maintenant, la solidarité s'organise pour faire de ce procès celui d'une politique de prohibition inefficace qui ne sert finalement qu'à justifier une répression des usagers, ciblant particulièrement la jeunesse des quartiers populaires. Nous sommes solidaires de Dominique et nous pensons qu'il faut en finir avec une certaine hypocrisie. Il est plus que temps de discuter sérieusement de la mise en place d'une véritable politique qui lie dépénalisation et prévention par rapport à l'usage des drogues. Sur cette question, comme sur bien d'autres, l'heure du changement, c'est pour quand ?

Sylvain Fauvinet



**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction: 01 48 70 42 27  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration: 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail: redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage: 6500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC), SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold  
Maquette: Ambre Bragard  
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr



## INTERNET Questions de classe(s)

Vient d'être lancé le 1er mars dernier un site coopératif consacré aux questions d'éducation, judicieusement intitulé « Questions de classe(s) ». En construisant un cadre de débat réunissant militants pédagogiques, syndicalistes de l'enseignement, collectifs de luttes, travailleurs de l'éducation, citoyens, etc., il s'agit

de « proposer un espace alternatif et sans esprit de concurrence au service de tous ceux et celles qui luttent pour changer la société et son école ». Alors que les perspectives de changement scolaire ont d'ores et déjà été sacrifiées sur l'autel de la rigueur budgétaire, il est urgent de renouer aussi solidement que possible le lien entre luttes sociales et pratiques

pédagogiques visant l'émancipation, en inscrivant l'exigence d'une école démocratique et émancipatrice, clairement opposée au dressage capitaliste, dans un projet global de transformation révolutionnaire de la société.

Léo Carvalho

L'adresse du site:

<http://www.questionsdeclasses.org>